



# Éditorial

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA

## ANALYSE DU SITUATION

### GLOBAL

La nouvelle guerre froide institutionnelle

### RÉGIONAL

Coupe du Monde 2026 et reconfiguration de l'ordre mondial : football, pétrodollars et géopolitique sur le continent américain

### LOCAL

Panorama électoral dans une Colombie toujours marquée par la violence

A photograph of Xi Jinping and Donald Trump shaking hands. Xi Jinping is on the left, wearing a dark blue suit and a red tie. Donald Trump is on the right, wearing a dark blue suit, a red tie, and a white shirt. They are standing in front of a grey stone wall. The title 'La nouvelle guerre froide institutionnelle' is overlaid in large white text across the bottom of the image.

# La nouvelle guerre froide institutionnelle

Source : La Tercera, 2026

**L**e sommet entre Donald Trump et Xi Jinping, tenu à Pékin du 13 au 15 mai 2026, condense un paradoxe central du système international contemporain : à mesure que les institutions multilatérales perdent leur capacité effective à gérer les conflits globaux, leur langage — stabilité, coopération, cadres réglementaires — devient indispensable comme grammaire commune entre puissances rivales. Dans ce contexte, la rencontre ne représente pas un tournant, mais une détente tactique au sein d'une rivalité structurelle, où la forme — le sommet lui-même — acquiert autant de valeur que le contenu des accords, ou leur absence.

Le déroulement de la rencontre a confirmé cette logique. Pendant deux jours, les deux dirigeants ont mis en scène une relation fonctionnelle, mais les versions divergentes des accords conclus ont révélé de profondes différences stratégiques. Alors que Trump a mis en avant de supposés « accords fantastiques », Xi a proposé une notion de « stabilité stratégique constructive » qui n'a pas été reprise par Washington. Cet écart n'est pas une erreur diplomatique, mais un mécanisme délibéré de gestion de la relation : il permet de préserver des canaux de dialogue et de réduire les frictions immédiates, sans créer d'engagements qui limiteraient l'autonomie stratégique de l'une ou l'autre partie

**“Le conflit en Iran a mis en évidence à la fois le potentiel et les limites de la coordination bilatérale.”**

En ce sens, l'ambiguïté n'est pas un vide, mais un instrument ([La Tercera, 2026; El Financiero, 2026](#)).

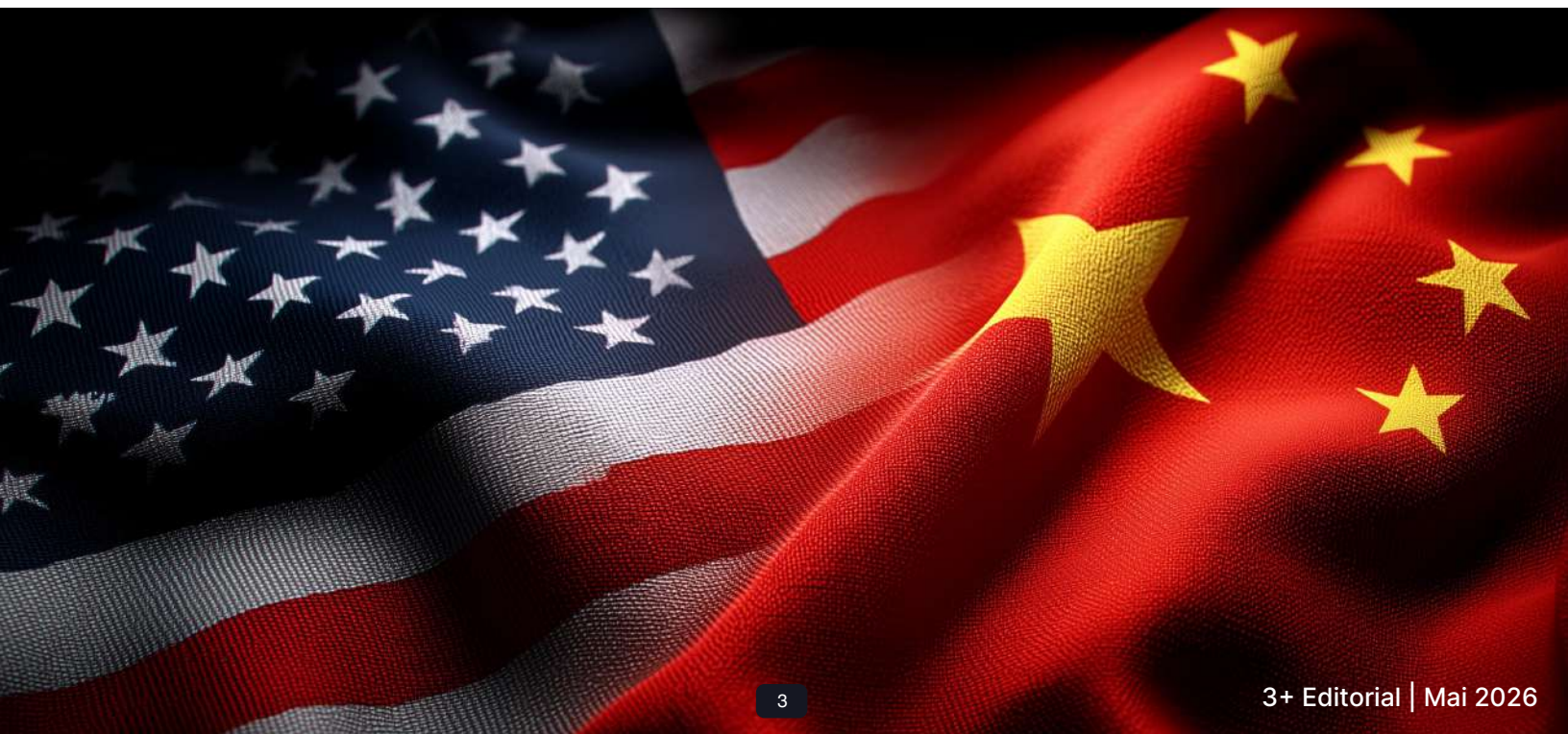
En matière de sécurité internationale, le conflit en Iran a mis en évidence à la fois le potentiel et les limites de la coordination bilatérale. Les engagements relatifs à la non-prolifération et la possible réouverture du détroit d'Ormuz suggèrent une convergence tactique autour de la stabilité énergétique mondiale. Toutefois, cette convergence est traversée par des tensions structurelles : la dépendance de la Chine au pétrole iranien limite sa marge de pression sur Téhéran, tandis que la dynamique militaire dans le Golfe dépasse tout entendement bilatéral. Le résultat est une coopération limitée sous ambiguïté stratégique, qui ne modifie pas substantiellement le risque de perturbations dans un corridor stratégique.

Sur le plan économique, les annonces reflètent une géoéconomie transactionnelle orientée vers la gestion du risque plutôt que vers la résolution du conflit. La création d'instances telles que le « conseil du commerce » et le « conseil des investissements » vise à institutionnaliser l'interdépendance, mais l'absence de confirmation chinoise concernant des engagements concrets — des achats agricoles aux commandes aéronautiques — révèle un faible niveau de confiance. La réaction négative des marchés face à l'absence de clarté souligne que la relation bilatérale demeure une source de volatilité systémique. En pratique, le commerce continue de fonctionner comme un outil de stabilisation à court terme au sein d'une compétition de long terme ([CNN, 2026](#)).

Le cœur de la rivalité demeure la technologie et la sécurité économique. L'absence de progrès dans le domaine des semi-conducteurs, malgré la présence d'acteurs clés comme Nvidia, confirme la sécurisation des chaînes technologiques : tant les restrictions américaines que les exigences chinoises répondent à une logique dans laquelle le contrôle des capacités critiques est directement associé à la puissance stratégique.

À cela s'ajoute la concurrence pour les minerais critiques, qui redéfinit les chaînes d'approvisionnement comme des actifs géopolitiques. Parallèlement, la question de Taïwan maintient ouverte la possibilité d'une dissuasion instable, où des signaux ambigus — tels que l'instrumentalisation des ventes d'armes — accroissent le risque d'erreurs de calcul dans l'Indo-Pacifique ([El Universal, 2026](#)).

Dans ce contexte, les risques pour les chaînes d'approvisionnement mondiales persistent non seulement, mais s'intensifient. Le rôle central de Taïwan dans la production de semi-conducteurs transforme toute escalade en un choc potentiel de portée mondiale ; la fragmentation autour des minerais critiques stimule des processus de relocalisation et de « friend-shoring » qui augmentent les coûts et réduisent l'efficacité ; et l'incertitude réglementaire issue de la rivalité sino-américaine accroît les risques opérationnels et juridiques pour les acteurs corporatifs. Dans l'ensemble, le sommet ne redéfinit pas le système, mais confirme sa trajectoire : une interdépendance conflictuelle, gérée au moyen de mécanismes ad hoc, où la stabilité est toujours provisoire et où le risque structurel demeure.



## Coupe du Monde 2026 et reconfiguration de l'ordre mondial : football, pétrodollars et géopolitique sur le continent américain

**L**a Coupe du Monde de football 2026 représente, en termes structurels, bien plus qu'un simple tournoi sportif.

Avec 48 sélections participantes, une audience projetée de plus de 5 milliards de personnes et des prévisions de revenus avoisinant les 12 milliards de dollars — un chiffre sans précédent dans l'histoire du sport mondial—(Gulf News, 2026), l'événement constitue le plus grand mégaprojet contemporain de soft power porté conjointement par les États-Unis, le Canada et le Mexique. Toutefois, le contexte géopolitique dans lequel il se déroulera diffère considérablement du scénario envisagé lorsque l'organisation du tournoi leur a été attribuée.

La guerre au Moyen-Orient, le blocage du détroit d'Ormuz et la hausse soutenue du prix du pétrole — au-delà de 110 dollars le baril — exercent des pressions économiques directes sur l'organisation et la logistique du tournoi. Les coûts liés au transport des matériaux de construction, au carburant destiné à la logistique interne, à la sécurité et aux déplacements internationaux des supporters augmentent proportionnellement au prix de l'énergie.

La littérature académique disponible souligne en outre que plus de 80 % des mégaévénements organisés entre 1964 et 2018 n'ont pas réussi à couvrir leurs coûts totaux grâce aux revenus générés, tandis que les budgets initiaux ont systématiquement sous-estimé les dépenses réelles (Taylor & Francis, 2025). Dans un contexte énergétique volatil, cet écart structurel entre projections financières et coûts effectifs tend à se creuser, affectant principalement les États hôtes, qui absorbent la majeure partie de la charge liée aux infrastructures et à la sécurité, tandis que la FIFA concentre l'essentiel des revenus via les droits de diffusion, les partenariats mondiaux et le capital financier largement lié aux économies énergétiques du Golfe (Taylor & Francis, 2025).

Cette conjoncture est particulièrement sensible en raison du poids croissant des pétrodollars dans l'économie politique du football mondial. Les investissements provenant des pays du Golfe ont consolidé une influence structurelle sur les clubs, les sponsors, les chaînes de diffusion et les circuits de gouvernance sportive, transformant progressivement le football en un espace de plus en plus intégré aux dynamiques de compétition géopolitique multipolaire (Gulf News, 2026). Dans ce contexte, la Coupe du Monde 2026 fonctionne simultanément comme une plateforme de repositionnement hégémonique pour les États-Unis et comme un théâtre de tensions non résolues entre acteurs mondiaux et régionaux.

La relation inhabituellement étroite entre le président de la FIFA, Gianni Infantino, et l'administration de Donald Trump — symboliquement illustrée par la remise du prétendu « Prix de la Paix de la FIFA » lors du tirage au sort des phases finales de 2025 (Gulf News, 2026; Human Rights Watch, 2026), — a suscité des interrogations sur une



éventuelle instrumentalisation politique du tournoi par le principal pays hôte. Bien que les appels au boycott soient restés marginaux, ils reflètent les limites croissantes du discours de « neutralité sportive » dans un environnement où le football se trouve désormais étroitement lié aux sanctions internationales, aux conflits armés et aux luttes pour la légitimité mondiale (Gulf News, 2026). Néanmoins, la logique financière continue d'agir comme facteur stabilisateur: se retirer du tournoi demeure économiquement irréaliste pour la majorité des fédérations nationales (Gulf News, 2026).


Cette imbrication économique et politique se projette directement sur la sécurité régionale. Pour les États-Unis, la Coupe du Monde sera considérée comme une question de sécurité nationale, avec d'importants dispositifs de coordination interagences, de protection des infrastructures critiques et une priorité accordée à la cybersécurité, en raison de la forte dépendance numérique des opérations logistiques et communicationnelles du tournoi (Gulf News, 2026).



À cela s'ajoutent des risques liés à des manifestations à motivation politique — associées tant au conflit au Moyen-Orient qu'aux politiques migratoires de Washington (Human Rights Watch, 2026) — susceptibles de se reproduire, à des degrés divers, dans d'autres pays du continent. Toutefois, les principaux risques régionaux ne proviennent pas nécessairement de menaces directes contre l'événement, mais de la capacité des groupes armés et des organisations criminelles à exploiter la mobilisation sociale massive liée à la ferveur footballistique. Les analyses comparées en Amérique latine montrent que les mégaévénements sportifs de grande visibilité agissent souvent comme des amplificateurs de risque : ils augmentent les flux financiers informels, favorisent la mobilité régionale et créent des contextes de relâchement institutionnel et citoyen systématiquement exploités par les économies illicites (Taylor & Francis, 2025).

## "Pour les États-Unis, la Coupe du Monde sera considérée comme une question de sécurité nationale"

Dans le cas du Mexique — pays hôte et nœud stratégique des réseaux criminels transnationaux — le principal risque réside dans l'expansion silencieuse de rentes illégales liées à l'environnement du Mondial. Parmi celles-ci figurent notamment l'extorsion des secteurs liés au tourisme, au transport et au commerce informel ; le blanchiment d'argent à travers les services et chaînes logistiques associés au tournoi ; ainsi que les réaménagements territoriaux dans des corridors urbains à forte affluence internationale (Human Rights Watch, 2026). Ces dynamiques, discrètes sur le plan opérationnel mais à fort impact cumulatif, tendent à s'intensifier dans des contextes de surcharge institutionnelle et de priorisation de la protection de l'événement au détriment du contrôle quotidien de la criminalité (LATAM News, 2026).



Ce schéma pourrait se reproduire, avec des variations nationales, dans plusieurs pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Les périodes de forte intensité émotionnelle collective — comme les tournois internationaux de football — facilitent souvent l'action des organisations criminelles et des structures armées à travers des mécanismes d'extorsion, de dissimulation opérationnelle et d'escalade des conflits locaux. La combinaison entre euphorie ou frustration sociale, concentration urbaine et réduction relative de la vigilance citoyenne élargit les marges de manœuvre de ces structures, en particulier dans des contextes de pression continue sur les systèmes de sécurité (MAX Security, 2026; Gulf News, 2026).

Par conséquent, la Coupe du Monde 2026 doit être comprise non seulement comme un défi pour les pays organisateurs, mais aussi comme un facteur de tension pour la sécurité hémisphérique. La coïncidence du tournoi avec des cycles politiques sensibles dans plusieurs pays du continent introduit un vecteur de risque supplémentaire en superposant mobilisation sociale, luttes de pouvoir et récits de légitimité (Gulf News, 2026). Dans ce cadre, le Mondial pourrait devenir moins un déclencheur isolé qu'un multiplicateur de vulnérabilités préexistantes au sein d'un hémisphère traversé par des tensions politiques, la criminalité organisée et une fragmentation géopolitique croissante.

## Équipe d'analyse

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA



**Andrea Mojica**  
Consultante Sénior



**Camilo Jácome**  
Consultant Junior

# Panorama électoral dans une Colombie toujours marquée par la violence

**L**e processus électoral présidentiel de 2026 en Colombie se déroule dans un environnement de violence —politique et armée— de nature dont l'histoire récente montre une tendance claire à s'intensifier lors des cycles électoraux. La compétition actuelle s'inscrit dans un contexte particulièrement complexe, marqué par l'expansion territoriale de groupes armés organisés, la fragmentation des organisations criminelles et l'affaiblissement des mécanismes de contrôle de l'État dans de vastes zones rurales et urbaines intermédiaires. À cela s'ajoutent des éléments tels que l'intensification des conflits intercommunautaires, où des différends historiques liés à la terre entre communautés autochtones —comme les

affrontements récents entre les peuples Nasa et Misak dans le Cauca— mettent en évidence la fragilité des mécanismes institutionnels de résolution des conflits territoriaux. Ces affrontements reflètent non seulement des tensions ancestrales, mais aussi l'absence d'un arbitrage effectif de l'État, aggravant le climat d'instabilité dans des territoires stratégiques ; de plus, cela complique la mise en œuvre de tout dispositif de sécurité électorale.

Les alertes émises par la Mission d'Observation Électorale (MOE) et le Défenseur du peuple confirment l'ampleur du risque : en vue du premier tour du 31 mai, le Défenseur identifie 224 municipalités nécessitant une action immédiate ou urgente, tandis que plus de 600 présentent différents niveaux de vulnérabilité électorale.

# LOCAL

Ce panorama, qui dépasse largement les cartes officielles du Gouvernement, montre qu'une proportion significative du territoire national fera face aux élections sous pression armée, avec coercition des électeurs et restrictions à l'exercice plein des droits politiques ([El Colombiano, 2025](#); [Zona Cero, 2025](#)). Néanmoins, la profondeur de cette crise ne se mesure pas seulement au nombre de municipalités à risque, mais aussi aux décisions que l'État lui-même adopte face aux groupes qui la génèrent. À moins de trois semaines du premier tour, le Gouvernement national a demandé la suspension temporaire des mandats d'arrêt —y compris ceux d'extradition— contre 29 membres de l'autoproclamée Armée Gaitaniste de Colombie (EGC), connue sous le nom de Clan del Golfo, parmi lesquels son chef principal, alias Chiquito Malo, dans le cadre de la politique de Paix Totale. Le 12 mai, le Parquet a répondu qu'il maintiendrait ces mandats en vigueur tant que le respect effectif des conditions convenues ne serait pas vérifié. Le conflit entre l'Exécutif et l'organe d'accusation projette sur le scénario électoral un signal politiquement coûteux : celui d'un État négociant avec le principal acteur de la violence territoriale au moment même où il devrait garantir des conditions minimales pour l'exercice démocratique. Des analystes juridiques ont averti que la levée de mandats d'arrêt sans contrepartie vérifiable génère une impunité de facto, des facteurs qui, dans les zones de forte présence de l'EGC, peuvent se traduire directement par l'intimidation de candidats, d'autorités locales et d'électeurs.

Ce diagnostic n'est pas abstrait. Les attaques à fort impact dans le sud-ouest du pays — comme l'offensive à l'explosif perpétrée en avril 2026 contre des civils sur la route panaméricaine dans le Cauca— illustrent comment la violence est stratégiquement activée lors de moments politiquement sensibles. À cela s'ajoute le fait qu'entre le premier et le second tour sera commémoré le premier anniversaire de l'attaque contre le sénateur et pré-candidat présidentiel Miguel Uribe Turbay, assassiné le 7 juin 2025 alors qu'il prononçait un discours à Bogotá. Son cas condense avec une densité historique particulière le poids de la violence politique colombienne : fils d'une journaliste assassinée par le cartel de Medellín en 1991, petit-fils d'un ancien président, et membre d'une génération de responsables politiques marquée par le meurtre de leurs parents. La date devient ainsi un rappel inévitable que la violence politique n'est pas seulement une réalité passée : elle est présente et constitue un risque. La récurrence de ces faits, combinée aux attaques contre les infrastructures, aux enlèvements et aux menaces visant les dirigeants politiques, renforce un climat de peur qui affecte directement la logistique électorale, la participation citoyenne et la perception de la sécurité démocratique ([Fundación Ideas para la Paz, 2026](#)). Dans ce contexte, la violence aggrave un phénomène structurel déjà critique : l'abstention, qui en Colombie dépasse historiquement 50 % du corps électoral.



Fuente: Vanguardia 2026

La peur, la coercition armée et la méfiance institutionnelle agissent comme des facteurs supplémentaires de démobilisation électorale, en particulier dans les territoires où les groupes armés sont activement présents, érodant de facto la représentativité du résultat et creusant l'écart entre démocratie formelle et participation effective (Diario de Occidente, 2026).

Par ailleurs, cet environnement d'insécurité structurelle se croise avec les tensions économiques du pays : l'autonomie technique de la Banque de la République est entrée en conflit ouvert avec l'Exécutif, et la décision du Conseil de maintenir inchangé le taux d'intérêt malgré des pressions politiques explicites démontre que l'incertitude institutionnelle est devenue également un facteur de risque macroéconomique.

La persistance de la violence et le climat préélectoral réduisent la marge de manœuvre budgétaire et opérationnelle du Gouvernement, tout en affaiblissant les signaux adressés aux agents économiques. Ainsi, la sécurité s'affirme comme un élément clé des anticipations économiques, de l'investissement privé et de la crédibilité institutionnelle (La Silla Vacía, 2026).

La convergence entre élections et violence armée crée des risques systémiques pour la participation, la légitimité et la gouvernance qui ne s'arrêtent pas à la fermeture des urnes. Le prochain gouvernement entrera en fonction en août 2026 dans un contexte marqué par la fragmentation armée, des économies illicites consolidées et des attentes sociales non satisfaites en matière de sécurité.

Plus que l'orientation idéologique de l'Exécutif, c'est sa capacité à rétablir le contrôle territorial, à restaurer de véritables garanties politiques et à reconstruire la légitimité institutionnelle qui sera déterminante. À défaut, le risque est de continuer à normaliser un modèle dans lequel les élections se tiennent formellement, mais sous l'ombre persistante de la coercition armée, affaiblissant de plus en plus l'exercice démocratique.

# RÉFÉRENCES

Albuquerque, A. (2026). Qué acordaron Donald Trump y Xi Jinping tras su reunión en Pekín. La Tercera.  
<https://www.latercera.com/tendencias/noticia/que-acordaron-donald-trump-y-xi-jinping-tras-su-reunion-en-pekín/>

CNN. (2026). Trump y los principales CEO dejan a una China más autosuficiente con pocos acuerdos que mostrar.  
<https://cnnespanol.cnn.com/2026/05/15/mundo/trump-china-pocos-acuerdos-analisis-trax>

Ceballos, A. (2026, 5 marzo). Abstencionismo electoral Colombia 2026: El que siempre gana. Diario Occidente.  
<https://occidente.co/opinion/editorial/abstencionismo-electoral-colombia-2026-impacto-democracia/>

El Colombiano. (2025, 7 octubre). Choque de cifras sobre riesgo electoral: el Gobierno ve 104 municipios en alerta, la Defensoría más del doble | El Colombiano. El Colombiano.  
<https://www.elcolombiano.com/colombia/elecciones-defensoria-riesgo-electoral-224-en-riesgo-PK29766382>

El Financiero. (2026). Donald Trump anuncia acuerdos “fantásticos” con Xi Jinping mientras Pekín mantiene un cauteloso silencio. El Financiero.  
<https://www.elfinancierocr.com/internacionales/donald-trump-anuncia-acuerdos-fantasticos-con-xi/MEOZRBP3PJFJ7KDCPXT6W5I6FQ/storv/>

El Universal. (2026). Xi Jinping y Donald Trump concluyen primera reunión en Pekín con Taiwán. www.eluniversal.com.co.  
<https://www.eluniversal.com.co/mundo/2026/05/14/xi-jinping-y-donald-trump-concluyen-primera-reunion-en-pekín-con-taiwan/>

FIP. (2026). Cauca y Valle suman más de 600 ataques de grupos ilegales desde 2022: seis claves para entender lo que ocurre. Fundación Ideas Para la Paz.  
<https://ideaspaz.org/publicaciones/investigaciones-analisis/2026-04/cauca-y-valle-suman-mas-de-600-ataques-de-grupos-ilegales-desde-2022-seis-claves-para-entender-lo-que-ocurre>

Human Rights Watch. (2026, 27 abril). Copa Mundial 2026: un torneo en un clima de miedo. Human Rights Watch.  
<https://www.hrw.org/es/news/2026/04/27/copa-mundial-2026-un-torneo-en-un-clima-de-miedo>

Kristian P. Alexander. (2026, 18 marzo). When football meets geopolitics: The challenges facing World Cup 2026. Gulf News: Latest UAE News, Dubai News, Business, Travel News, Dubai Gold Rate, Prayer Time, Cinema.  
<https://gulfnews.com/opinion/op-eds/when-football-meets-geopolitics-the-challenges-facing-world-cup-2026-1.500478731>

Lang, M., Gogishvili, D., & Müller, M. (2025). What Makes Mega-Events Profitable? Determinants of Revenues and Costs of the Olympic Games and the Football World Cup. Journal Of Global Sport Management, 1-25. <https://doi.org/10.1080/24704067.2025.2538007>

LATAM News. (2026, 3 febrero). Extortion, human trafficking and organized crime: the security challenges at the World Cup venues in Mexico. Latin America News.  
<https://latin-american.news/extortion-human-trafficking-and-organized-crime-the-security-challenges-at-the-world-cup-venues-in-mexico/>

Manrique, P. (2026, 7 mayo). Así fue la junta en la que el Banco de la República cedió a la presión política de Petro. La Silla Vacía.  
<https://www.lasillavacia.com/silla-nacional/asi-fue-la-junta-en-la-que-el-banco-de-la-republica-cedio-a-la-presion-politica-de-petro/>

MAX Security. (2026, 30 abril). Mexico City FIFA 2026: Central Borough crime risks.  
<https://www.max-security.com/resources/intel-reports/mexico-city-fifa-2026-security-central-boroughs/>

The Economist. (2026, 16 mayo). ¿Qué lograron realmente Donald Trump y Xi Jinping en China? Infobae.  
<https://www.infobae.com/economist/2026/05/16/que-lograron-realmente-trump-y-xi/>

Zona Cero. (2025, 7 octubre). Defensoría del Pueblo alertó sobre riesgo electoral en más de 600 municipios. ZONA CERO.  
<https://zonacero.com/politica/defensoria-del-pueblo-alerto-sobre-riesgo-electoral-en-mas-de-600-municipios>

The New York Times en Español. (2026, mayo 15). Trump y Xi anuncian acuerdos tras reunión entre Estados Unidos y China. The New York Times en Español.  
<https://www.nytimes.com/es/2026/05/15/espanol/estados-unidos/trump-china-xi-acuerdos.html>

**Note. Le travail d’investigation et d’analyse présenté dans ce rapport est exclusif à 3+ Security Colombia. Par conséquent, il est recommandé de ne pas divulguer le présent document. 3+ Security Colombia Ltda. se réserve le droit quant aux interprétations pouvant découler de la lecture, de l’examen et de la consultation des informations présentées.**



**SECURITY  
COLOMBIA**



**SCANEZ ET ACCÉDEZ AUX  
ÉDITORIAUX COMPLETS.**

Si vous souhaitez en savoir plus sur nos éditoriaux,  
analyses géopolitiques et rapports de risque, scannez  
le code QR.

La sécurité dont le monde a besoin